



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHATEAUROUX

Châteauroux, le 06 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CENTRALE EOLIENNE DES CHAMPS D'AMOUR

4 rue Euler
75008 PARIS 08

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement CENTRALE EOLIENNE DES CHAMPS D'AMOUR implanté Les Terres Rouges La Guérinière Les Charpes - Les Beauvais 36150 MEUNET SUR VATAN. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRALE EOLIENNE DES CHAMPS D'AMOUR
- Les Terres Rouges La Guérinière Les Charpes - Les Beauvais 36150 MEUNET SUR VATAN
- Code AIOT : 0010011909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le fonctionnement du parc éolien, composé de 4 aérogénérateurs (E01 à E04) et de 1 poste de livraison électrique (PDL 1) implantés sur les communes de Reboursin et Meunet sur Vatan, est encadré par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE et de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/11/2014.

La gestion technique du parc est assurée par la société NEOEN.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de la maintenance et de l'exploitation.
- Prise en compte de la biodiversité et notamment l'activité migratrice des chiroptères.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les éléments des constats se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	prescriptions tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
6	formation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Constat relevé lors de la précédente inspection du 27 juin 2018.	Sans objet
11	systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III	Constat relevé lors de la précédente inspection du 27 juin 2018.	Sans objet
15	moyens d'alerte	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Sans objet
18	plan de bridage chiroptères	Arrêté Préfectoral du 18/11/2014, article 9	/	Sans objet
19	données biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
20	mlse en jachère	Arrêté Préfectoral du 18/11/2014, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	chemins d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
4	accès aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
7	intérieur aérogénérateur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
8	tests arrêts et installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
9	contrôles brides	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I	/	Sans objet
14	consfgnes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
16	extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
21	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a conduit à relever 7 constats relatifs à l'exploitation du parc éolien qui sont susceptibles de faire l'objet de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : chemins d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Conforme
Observations : L'inspection des installations classées a constaté que les accès aux 4 éoliennes et au poste de livraison électrique sont entretenus carrossables au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accès aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Conforme
Observations : l'inspection a constaté par sondage pour les éoliennes E01 et E04 et le PDL que les accès à l'intérieur des aérogénérateurs sont fermés à clef empêchant ainsi les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : prescriptions tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'exploitant doit déplacer les panneaux d'affichages des éoliennes du parc au croisement du chemin d'accès et de la plateforme de grutage et non en pied de mât comme actuellement.
Observations : L'inspection a constaté que les prescriptions sont affichées à proximité du mât de chaque aérogénérateur et non sur leur chemin d'accès. Les tiers sont donc tenus de s'approcher des éoliennes, au droit de la surface de rotation des pales, pour prendre connaissance des consignes. L'exploitant a expliqué qu'il a choisi cet emplacement pour se prémunir d'éventuelles dégradations des panneaux, en particulier du fait du passage d'engins agricoles sur les chemins d'accès. Toutefois, un tel emplacement des panneaux nuit à l'objectif de prévention des tiers vis-à-vis des dangers, notamment de chute de glace depuis les pales.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat relevé lors de la précédente inspection du 27 juin 2018.
<p>Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice au titre du code de l'environnement, permettant d'évaluer le fait que le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Un compte rendu d'exercice rédigé en français devra être transmis. Ce constat avait déjà été relevé lors de la précédente inspection en date du 27 juin 2018.</p> <p>Observations: L'exploitant présente un compte rendu (rédigé en anglais) d'un exercice d'entraînement d'évacuation d'une personne en urgence réalisé le 11/01/2022 sur un autre parc éolien dans les Vosges (88). Il s'agit d'un exercice réalisé au regard du code du travail et non du code de l'environnement. Il est exigé de réaliser sur le parc un exercice visant à tester la réactivité du personnel pour mettre en sécurité l'installation et son environnement en cas d'évènement lié à la maîtrise des risques accidentels (survitesse ou incendie par exemple). L'inspection des installations classées précise que l'intervention des pompiers n'est pas une obligation et que le scénario peut s'arrêter au moment où il faudrait les contacter pour une intervention sur le site. La société NEOEN nous informe qu'une formation concernant les risques accidentels est prévue le 13 décembre 2022. La formation du personnel n'a pas été vérifiée par l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : intérieur aérogénérateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p> <p>Constats : Pas d'écart constaté</p> <p>Observations : L'inspection des installations classées a constaté par sondage pour les éoliennes E01 et E04 du site que l'intérieur des aérogénérateurs est maintenu propre sans entreposage de matériaux combustibles ou inflammables.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : tests arrêts et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : L'exploitant a fait réaliser par la société VESTAS le 30 août 2022 et pour les éoliennes E01 et E04, les tests qui ne peuvent excéder la périodicité de 1 an, la vérification de l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt d'urgence en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. L'exploitant a fourni les rapports VESTAS n° 59238186 et n° 59238195 des éoliennes respectivement E01 et E04 justifiant de cet état de fait. Ces rapports ne relèvent aucune anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : contrôles brides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 I
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : la société COVERWIND est intervenue le 26 et 27 janvier 2022 sur les éoliennes E01 et E04 concernant une intervention de serrage des brides. L'exploitant NEOEN a transmis les deux rapports à l'inspection des installations classées. La société COVERWIND, dans ses rapports, valide les états des turbines, des pales et du moyeu, des nacelles et des fondations pour les éoliennes E01 et E04.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 III
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Constat relevé lors de la précédente inspection du 27 juin 2018.
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : La liste des SIS n'est pas assez détaillée pour répondre aux prescriptions de l'article 18 III de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Ce constat avait déjà été relevé lors de la précédente inspection en date du 27 juin 2018.
Observations : L'inspection des installations classées constate que le tableau listant les SIS élaboré par VESTAS en date du 02 septembre 2022 n'est pas assez détaillé. Il ne renseigne notamment pas les contrôles UPS, freins aérodynamiques, batteries de secours, frein mécanique et mise en drapeau des pales. La fonctionnalité de chaque équipement (capteur, transmission du signal, actionneur...) entrant dans la mise en oeuvre du système de sécurité doit être détaillée. L'exploitant devra transmettre un tableau complété à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance [...] Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : conforme
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le support de formation interne aux consignes en date de février 2022 à destination de son personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance répondant ainsi aux prescriptions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : moyens d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : - de mettre en oeuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne peut pas justifier de la procédure mise en place en cas de perte de communication avec une éolienne afin d'assurer l'alerte dans les délais impartis en cas de fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. L'exploitant doit expliciter les caractéristiques de l'alarme "NO COM", sa fréquence d'occurrence sur le parc en 2022 et les mesures correctives prises en cas de déclenchement.</p>
<p>Observations : Dans le registre de maintenance est mentionné le 28 et 29 août 2022 une perte de communication (alarme "NO COM") avec l'éolienne E04. L'exploitant NEOEN indique à l'inspection des installations classées que dans un tel scénario, il n'a pas la possibilité de piloter à distance la machine. Sur cet événement la machine ne semble pas s'être arrêtée. L'inspection des installations classées demande à ce que l'exploitant justifie des procédures mises en place dans un tel cas de figure.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
Constats : conforme
<p>Observations : L'inspection des installations classées a constaté, par sondage pour l'éolienne E04 (en pied de mât) et le poste de livraison, la présence de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques, visibles et facilement accessibles. La société VESTAS a vérifié les extincteurs en date du 23 décembre 2021 pour l'E04 et dans le poste de livraison le 23 mars 2022 par OpenR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : plan de bridage chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en oeuvre un plan de fonctionnement des aérogénérateurs dès la mise en service industrielle du parc, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris. La définition du plan de fonctionnement fait l'objet d'un rapport préalable transmis, pour validation, à l'inspection des installations classées. La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées, doit pouvoir être justifié, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Au moins une fois au cours des trois premières années de fonctionnement de l'installation, l'exploitant met en place à ses frais un suivi environnemental permettant de discriminer la mortalité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.</p>
<p>Constats : L'exploitant doit justifier que le code alarme 309 est paramétré conformément aux modalités du plan de bridage préconisé dans le rapport de suivi environnemental 2019. Il doit également justifier que le dysfonctionnement éventuel de l'anémomètre et du capteur de vitesse de vent induit le bridage par défaut des 4 machines.</p> <p>L'anomalie relevée le 18/08/2022 doit être explicitée.</p>
<p>Observations : Documents consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - note sur le plan de prévention des risques de collision des chiroptères du 08/03/2017 établie par la société ECOSPHERE, transmise par courriel du 13/03/2017; - note sur le plan de prévention des risques de collision des chiroptères révisée le 21/06/2017 transmise par courriel du 21/06/2017; - courriel de validation de l'inspection du 22/11/2017; - rapport de suivi environnemental en 2019 transmis par courriel du 11/06/2020; - rapport de suivi environnemental en 2021 transmis par courriel du 12/04/2022; - extrait du logiciel de supervision SCADA des déclenchements du code alarme 309 entre le 31/07/2022 et le 01/09/2022 pour les 4 éoliennes. <p>L'inspection relève que le plan de bridage a été renforcé suite aux résultats du suivi 2019. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les paramètres associés au code alarme 309 déclenchant le bridage des machines.</p> <p>Il n'est pas non plus en mesure de justifier que le bridage demeure opérationnel en cas de dysfonctionnement de l'anémomètre et/ou du capteur de température utilisés dans la mise en oeuvre du bridage.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection relève une anomalie dans l'extrait du SCADA le 18/08/2022 où le bridage a été appliqué en pleine journée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : données biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant doit procéder au dépôt dans la plateforme DEPOBIO des données brutes collectées lors du suivi environnemental réalisé en 2019.
Observations : Document consulté : - certificat de dépôt dans la plateforme DEPOBIO du 24/10/2022 relatif aux données du suivi réalisé en 2021. L'exploitant n'a pas procédé au dépôt des données issues du suivi de 2019.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : mise en jachère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, éolien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place 3 hectares de jachères annuelles pour compenser la perte d'habitat.
Constats : L'exploitant doit mettre en place 3 hectares de jachères annuelles et justifier cette mise en place.
Observations : L'exploitant déclare que cette mesure de compensation n'a pas été réalisée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies.</p> <p>En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</p>
Constats : Pas d'écart constaté
<p>Observations : L'exploitant NEOEN a transmis à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle acoustique du parc les champs d'amour en date du 16 mars 2022 et du 10 novembre 2022 élaborés par la société JLBi Acoustique .</p> <p>Les conclusions de ces deux rapports mentionnent que les niveaux sonores mesurés au périmètre de l'installation et en zones à émergence réglementée respectent les seuils maximaux admissibles en périodes diurne et nocturne sous réserve de l'application d'un plan de bridage des machines. L'inspection n'a pas vérifié l'application du plan de bridage acoustique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet